



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

69773



Distr.  
LIMITÉE

E/ECA/OAU/TRADE/8  
janvier 1984

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Organisation de l'Unité africaine

Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès  
réalisés dans le domaine des questions commer-  
ciales et financières internationales en vue  
du développement de l'Afrique

Troisième réunion

7 - 11 mai 1984, Addis-Abeba (Ethiopie)

**RAPPORT SUR LE PROJET RELATIF AU DEVELOPPEMENT  
DE LA COOPERATION COMMERCIALE, MONETAIRE ET FINANCIERE  
INTRA-AFRICAINE**

Résumé

## I. Historique

1. Le commerce extérieur du continent africain se fait en grande partie avec les pays à économie de marché, qui assurent 80 p.100 des importations et absorbent un même pourcentage des exportations du continent. En revanche, le volume du commerce intra-africain, déjà très faible diminue. En 1975, le commerce intra-africain enregistré représentait 5 à 6 p.100 du commerce extérieur total de l'Afrique, mais il est tombé à 4,2 p.100 en 1978. Ce commerce, le chiffre soutient mal la comparaison avec le commerce entre les pays d'Amérique latine, qui, cette même année d'environ 17 p.100 ou avec celui entre les pays de l'Asie du Sud-Est (à l'exception du Japon) qui a été supérieur à 20 p.100 en 1978. Depuis lors, aucun progrès notable n'a été constaté.

2. Au nombre des facteurs qui entravent le développement du commerce intra-africain figurent notamment : a) l'absence d'une politique bien définie en matière de commerce intra-africain; b) le manque ou l'insuffisance des réseaux de transport et de communications; c) le manque ou le faible degré de complémentarité entre les structures de production, de consommation, de distribution et de commercialisation des pays; d) les barrières tarifaires et non tarifaires dressées contre les marchandises d'autres pays africains; e) l'absence ou l'insuffisance des accords de compensation et de paiements; et h) l'absence ou l'insuffisance de renseignements sur les courants des échanges.

3. Ces dernières années, des pays africains de plus en plus nombreux ont, au cours de diverses rencontres internationales, exprimé leurs préoccupations devant cette situation. A cet égard la Conférence des ministres de la CEA a adopté diverses résolutions (résolutions 222B, 262 (iii) etc.) et, à sa cinquième réunion tenue en mars 1979 à Rabat (Maroc), elle a consacré une attention spéciale aux problèmes économiques du continent africain. Au cours de cette même réunion, elle a examiné le rapport du Colloque de Monrovia sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000 et celui du séminaire organisé à Addis-Abeba sur les différents modes de développement et styles de vie possibles en Afrique. A sa seizième session tenue en 1979 à Monrovia (Libéria) la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA avait adopté la Déclaration d'engagement de Monrovia sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre pour réaliser l'autosuffisance nationale et collective dans le domaine économique et social en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. L'objectif fondamental de la Stratégie et de la Déclaration d'engagement de Monrovia est d'assurer un développement et une croissance économique auto-entretenus fondés sur une volonté d'autonomie collective. Lors de l'examen de la question d'une nouvelle stratégie africaine dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en tant qu'élément de la Stratégie du développement global de l'Afrique pour la troisième décennie du développement, la Conférence des ministres du commerce organisée par l'OUA et la CEA a, lors de sa réunion de mars 1980 à Addis-Abeba, élaboré un plan d'action pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia. Au cours de leur deuxième Sommet tenu en avril 1980 à Lagos (Nigeria) et consacré aux problèmes économiques de l'Afrique, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA ont adopté le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos.

## II. Objectifs du projet

4. C'est dans ces circonstances que le projet relatif au développement du commerce intra-africain a été lancé en juin 1975 pour une période de trois ans et demi. Malgré ses modestes moyens budgétaires, des progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs. Compte tenu des besoins nouveaux et de l'évolution du commerce international, les activités du projet au cours de la deuxième phase ont également porté sur la coopération monétaire et financière, notamment le financement et la garantie des crédits à l'exportation. La deuxième phase du projet relatif au développement de la coopération commerciale monétaire et financière intra-africaine s'étendait initialement sur une période de trois ans, de 1979 à 1981, et a été prolongée d'une année jusqu'en décembre 1982.

5. Le projet avait comme objectif fondamental d'aider les pays africains à assurer un développement et une croissance économique auto-entretenus fondés sur une volonté d'autonomie collective grâce au développement de la coopération commerciale, et financière intra-africaine. A cet égard, ce second élément devait jouer un rôle catalyseur. Les objectifs immédiats du projet consistaient, entre autres, à :

- i) identifier et analyser les problèmes et obstacles qui entravent le développement du commerce intra-africain;
- ii) élaborer des politiques et mesures appropriées dans le domaine de la coopération en matière de commerce, de monnaie et de finances en vue de développer le commerce intra-africain;
- iii) favoriser la collecte et la diffusion d'informations sur la coopération commerciale et économique entre pays africains;
- iv) assurer la formation sous diverses formes, par exemple des cours, des colloques, des séminaires et des journées d'études en vue de favoriser le commerce et la coopération financière intra-africaine.

6. Les problèmes et obstacles auxquels se heurte le développement du commerce intra-africains ont pour la plupart de caractère structurel. Il faudrait, pour leur trouver des solutions, modifier radicalement les politiques, les structures de production, les structures du commerce et de la consommation. De ce fait, le présent projet aura inévitablement des incidences à long terme sur le développement du commerce intra-africain. Cependant, au cours de sa deuxième phase, des progrès considérables ont été accomplis dans la voie de la réalisation des objectifs fixés. Un des enseignements, tirés de l'exécution du projet est que le développement du Commerce intra-africain ne peut être traité séparément du développement économique général de l'Afrique. En fait, le commerce intra-africain devrait constituer le fondement de la participation de l'Afrique au commerce mondial et aux relations économiques mondiales. Tenant compte de cette nécessité, la démarche adoptée dans le présent projet est globale, en ce sens que le développement du commerce intra-africain y est considéré non pas comme un facteur unique mais bien comme un élément important du développement de l'Afrique

en général. Dans le projet on a donc insisté sur la mise en place de mécanismes et d'institutions visant à développer la coopération commerciale et financière intra-africaine tant au niveau sous-régional que régional. Certaines des activités principales à mener à cet égard sont récapitulées dans les paragraphes ci-après, et un compte rendu détaillé des activités effectuées au cours de la deuxième phase du projet est reproduit dans le rapport final sur cette deuxième phase.<sup>1/</sup>

### III. Aide aux sous-régions

#### 1) Sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

7. Lorsque la Communauté de l'Afrique de l'Est s'est disloquée en février 1977, il n'existait aucun groupement économique viable dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Il s'est alors créé dans les relations économiques un vide immense qui a été durement ressenti par les pays de la sous-région. Cependant leur détermination de réaliser l'intégration économique et leurs aspirations à cet égard demeuraient intactes.

8. A la réunion du MULPOC tenue en 1978 à Lusaka, le Conseil des ministres de la sous-région a pris l'engagement solennel dans une déclaration connue depuis sous le nom de Déclaration d'intention et d'engagement de Lusaka, d'établir une zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) comme première étape de la réalisation d'un marché commun et d'une communauté économique.

9. Depuis lors, le personnel affecté à ce projet n'a ménagé aucun effort pour aider les pays concernés à créer la ZEP, notamment en rédigeant les textes pertinents des protocoles et du Traité, qui comportent des dispositions relatives à la coopération non seulement dans le domaine du commerce et des finances mais également dans des secteurs de production tels que l'industrie et l'agriculture. Ces protocoles visent à faire de la ZEP un mécanisme de coopération et d'intégration économiques plus poussées.

10. Grâce surtout à l'assistance fournie dans le cadre du projet, le Traité portant création de la ZEP pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a été signé en décembre 1981 à Lusaka. L'Autorité de la ZEP a prié la CEA d'assurer provisoirement les fonctions du secrétariat de la ZEP, et celui-ci a fait largement appel aux services du personnel affecté au projet pour s'acquitter de cette tâche, de janvier à décembre 1982. Le secrétariat de la ZEP est entré en fonction en janvier 1983 après le recrutement du personnel essentiel.

---

<sup>1/</sup> Rapport sur le projet relatif au développement de la coopération commerciale, monétaire et financière intra-africaine, document, E/ECA/TRADE/2.

## 2) Sous-région de l'Afrique du Centre

11. La sous-région de l'Afrique du Centre comprend deux MULPOC. Le premier, situé à Yaoundé, dessert sept pays : Congo, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République du Cameroun, Sao Tomé-et-Principe et Tchad. Le second, situé à Gisenyi, dessert le Burundi, le Rwanda et le Zaïre. Au sein de cette sous-région existent deux groupements économiques : Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) qui regroupe le Congo, le Gabon, la République centrafricaine et la République du Cameroun et la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) composée du Burundi, du Rwanda et du Zaïre. En raison de difficultés diverses, ces groupements économiques n'ont pas beaucoup progressé dans la voie de l'intégration économique, ces dix dernières années.

12. Conséquence, de ce qui précède, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UDEAC ont demandé à la CEA de procéder à une évaluation du bilan d'activité de l'UDEAC depuis sa création et de recommander les moyens d'intensifier la coopération économique en Afrique du Centre. Cette évaluation, qui a été en partie effectuée par le personnel affecté au projet, recommandait notamment le renforcement de la coopération économique. Cette recommandation a été acceptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique du Centre à leur sommet tenu en décembre 1981 à Libreville au cours duquel ils se sont engagés dans une déclaration solennelle connue sous le nom de Déclaration de Libreville à créer une communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre. S'appuyant sur l'expérience acquise lors de l'établissement de la ZEP, le personnel affecté au projet a participé activement à la création de la Communauté économique de l'Afrique du Centre. A cette fin, le Traité et les protocoles ont été rédigés et des études entreprises dans le but de faciliter les négociations.

13. Il convient de mentionner qu'à la fin de 1982, les négociations portant sur le projet de traité et les 12 protocoles ont été achevées et que six autres protocoles ont été adoptés à la réunion ministérielle de mai 1983. Le Traité portant création de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) a été signé en octobre 1983 à Libreville (Gabon) par 10 chefs d'Etat et le gouvernement de l'Afrique du Centre.

## 3) Sous-région de l'Afrique de l'Ouest

14. Le Traité portant création de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été signé en 1976, mais les programmes de libéralisation des échanges n'ont pu être appliqués, en partie du fait de problèmes institutionnels tels que l'existence au sein de la CEDEAO de programmes de libéralisation des échanges déjà en vigueur dans des groupements économiques plus restreints dont il fallait harmoniser les activités. La première tâche a donc consisté à aider la CEDEAO à harmoniser les programmes de libéralisation des échanges des groupements économiques existants : la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et, Union du fleuve Mano. La libéralisation des échanges au sein de la CEDEAO porte sur un certain nombre de domaines essentiels de l'intégration économique, notamment les règles d'origine, l'abaissement des droits de douane, les documents commerciaux et les mécanismes de compensation.

15. Après une série de négociations, les trois organismes ont convenu d'harmoniser les documents et les procédures en matière de commerce, la nomenclature et les normes statistiques ainsi que les critères retenus pour déterminer l'origine des produits. Néanmoins, les questions indiquées ci-après restent à régler et il faudra faire appel à l'expertise du personnel affecté au projet.:

- a) Elaboration des conditions d'accès à la propriété du capital dans le cadre des critères déterminant l'origine des produits;
- b) Etablissement d'un programme uniforme de libéralisation tarifaire;
- c) Mise en place de mécanismes de compensation;
- d) Elaboration de mesures concrètes visant à appuyer la libéralisation des échanges au profit des Etats membres moins industrialisés.

#### 4) Sous-région de l'Afrique du Nord

16. Dans la sous-région de l'Afrique du Nord, les tentatives de coopération ont été un peu moins nombreuses que dans d'autres régions. C'est ainsi que le personnel affecté au projet a assuré le service d'un certain nombre de réunions d'experts et de conseils des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord et préparé des études sur la coopération commerciale et monétaire dans cette sous-région. Il a été reconnu, au cours de ces réunions, qu'il était nécessaire d'encourager et de développer la coopération économique, mais vu la situation politique qui existait dans la sous-région, la CEA a eu plus de difficulté à aider les pays à prendre les mesures qui s'imposent pour réaliser l'intégration économique. La nouvelle démarche adoptée par la CEA a donc consisté à mettre l'accent sur des activités de coopération aussi bien entre les pays qu'entre les sous-régions, notamment dans le domaine du commerce. De plus, la notion de coopération en Afrique du Nord sera élargie de façon à englober le développement de la coopération afro-arabe dans le domaine du commerce et des finances. Il convient de mentionner que cette nouvelle démarche a été vivement appuyée par les pays de la sous-région.

#### IV. Services consultatifs et missions

17. Dans le cadre de l'assistance de la CEA aux pays membres dans le domaine du commerce et des finances, le personnel affecté au projet a effectué un certain nombre de missions et fourni des services consultatifs aux pays africains dans le but de conseiller les gouvernements dans certains domaines particuliers. Les objectifs de la mission ont en partie consisté à faire le point de questions précises intéressant les pays et portant sur le commerce, les finances et les projets d'intégration, ou à rassembler des données et des statistiques pertinentes sur la coopération commerciale et financière intra-africaine.

V. Travaux de recherche et études

1) Etudes sous-régionales

18. Afin de fournir les services de soutien et les services consultatifs appropriés aux pays membres et aux institutions sous-régionales, des travaux de recherche et des études ont fait partie intégrante des activités menées au titre du projet. A cette fin, de nombreuses études ont été faites et des documents ont été préparés afin de faciliter les négociations relatives à la création de groupements économiques sous-régionaux, ou à leur renforcement, d'une part, et de mettre en place les organismes de soutien appropriés d'autre part.

2) Etudes régionales

19. Les principales études faites à ce niveau visaient soit à identifier les produits susceptibles de faire l'objet d'échanges entre pays africains soit à créer et/ou renforcer les institutions régionales dont les activités sont orientées vers le développement de la coopération commerciale et financière intra-africaine. Les études sont présentées en détail dans le rapport final qui fait l'objet du document E/ECA/TRADE/2.

VI. Séminaires et formation

20. Dans l'exécution du présent projet, une haute priorité a été également accordée à la formation professionnelle et au perfectionnement des cadres chargés de fonctions spécialisées en rapport avec le développement du commerce intra-africain. A cette fin, le personnel a participé à divers séminaires et programmes de formation. Certaines de ces activités ont été financées directement par le projet.

VII. Résumé des principales conclusions du projet

21. Le projet relatif à la coopération commerciale, financière et monétaire intra-africaine comportait comme objectifs à long terme : une assistance aux pays africains pour favoriser une croissance auto-entretenu et la diversification de leurs structures de production, dans un esprit de coopération, ce qui leur permettrait de créer par étapes le marché commun africain envisagé dans le Plan d'action de Lagos. A cette fin, des résultats ont été obtenus essentiellement dans trois grands domaines. D'abord, certains groupements économiques ont bénéficié des connaissances techniques fournies dans le cadre du projet pour faire progresser certains aspects de la coopération au niveau sous-régional. Ensuite, des mesures concrètes ont été prises ou engagées en vue de la création du marché commun africain envisagé dans le Plan d'action de Lagos. Enfin, les pays africains ont pris nettement conscience de la nécessité, dont ils sont convaincus, d'encourager le commerce intra-africain pour réaliser l'autonomie collective dans le cadre de la coopération sud-sud. Ce projet a permis au secrétariat de la CEA

et aux pays membres de se familiariser énormément avec les structures, les problèmes et les perspectives concernant le développement du commerce intra-africain comme moyen d'accroître la croissance socio-économique du continent. Dans certains cas, le projet a confirmé les conclusions dégagées antérieurement au sujet de la faiblesse du niveau de ce commerce. C'est ainsi qu'on a constaté que la faible part de ce commerce dans le total du commerce africain (4 à 5 p.100) n'est pas suffisante pour soutenir des taux de croissance valables. Ce pourcentage supporte mal la comparaison avec le chiffre de 17 p.100 environ enregistré pour le commerce entre les pays d'Amérique latine et avec celui d'environ 20 p.100 pour le commerce entre les pays de l'Asie du Sud-Est et révèle à quel point l'économie des pays africains est tributaire de l'extérieur et surtout des pays développés à économie de marché. Il indique simultanément le faible degré d'intégration économique du continent.

22. Au niveau des politiques, on a constaté que certains problèmes avaient une origine historique, alors que d'autres avaient des causes structurelles et institutionnelles. Parmi ces facteurs, les plus importants semblent être les suivants :

- a) La plupart des pays africains n'ont pas opéré de transformation radicale de leurs structures de production, de la composition des échanges et des habitudes de consommation héritées de l'ère coloniale et n'ont donc pas tenu compte des besoins essentiels des masses africaines. C'est ainsi qu'ils continuent à produire ce qu'ils ne consomment pas et à consommer ce qu'ils ne produisent pas;
- b) L'absence et/ou l'inefficacité des institutions commerciales et financières, au niveau national comme au niveau sous-régional et régional, ont sérieusement entravé le développement économique. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne le commerce intra-africain;
- c) Le manque de personnel qualifié, en particulier dans le domaine du commerce intra-africain, non seulement a eu des effets sur l'exploitation des matières premières et d'autres ressources du continent mais il a aussi retardé le processus d'intégration économique;
- d) Le manque de données adéquates et fiables sur le commerce intra-africain ainsi que l'imposition systématique de droits de douane élevés, ont abouti à l'éclatement des marchés africains et à l'inefficacité des unités de production. On a constaté que les hommes d'affaires africains connaissaient mieux les marchés extérieurs que ceux des pays voisins;
- e) De nombreux pays africains n'ont aucune politique précise en matière de développement et d'expansion de la coopération commerciale et monétaire intra-africaine. De ce fait, concernant la planification du développement économique au niveau national, aucune politique bien arrêtée n'a été adoptée dans le but d'exploiter les possibilités de développement offertes dans le cadre du commerce intra-africain qui figure au bas de l'échelle des priorités. Tant que ces problèmes ne seront pas réglés de manière satisfaisante, l'expansion du commerce



intra-africain demeurera limitée. Cependant, la solution à ces problèmes appellera des modifications radicales des plans et des politiques économiques ainsi que des attitudes à l'égard du développement économique en général, et cela ne peut se faire du jour au lendemain.

23. Malgré ces insuffisances, il est encourageant de noter que les pays africains modifient profondément leur attitude à l'égard du commerce intra-africain. Conséquence de la mise en oeuvre du présent projet, un nombre croissant de pays africains ont reconnu que la coopération et l'intégration économiques revêtaient une grande importance dans le développement économique global tant au niveau national, que sous-régional et régional. Le projet a donc atteint son objectif principal, à savoir aider les pays africains à redéfinir leur politique commerciale et économique, et il a permis en outre de mettre au point des moyens efficaces pour assurer le développement du commerce intra-africain. La mise en place d'institutions sous-régionales et régionales appropriées constituera à coup sûr une étape dans la voie de la création du marché commun africain. Toutefois, la réalisation de cet objectif exigera une assistance supplémentaire.

#### VIII. Nécessité d'un appui financier supplémentaire

24. Comme il se dégage du résumé ci-dessus, le projet relatif au développement de la coopération commerciale, monétaire et financière intra-africain a permis d'enregistrer des résultats importants; et à cet égard la création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe représente un succès éclatant. Il a également permis d'aider la les Etats de l'Afrique du Centre à établir le Traité portant création de la Communauté économique des Etats d'Afrique Centrale. Des missions ont également été envoyées dans la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) et dans l'Union Douanière et Economique des Etats de l'Afrique centrale (UDEAC) dans le but d'identifier les besoins et les problèmes particuliers de ces groupements dans le domaine du commerce, notamment le commerce intra-africain. Malheureusement, malgré ces résultats remarquables, le projet a dû être interrompu faute de ressources. Par ailleurs, le retrait de l'appui financier accordé par la CEA dans ce domaine aurait de profonds effets néfastes sur la réalisation de l'autonomie collective par le biais du commerce intra-africain.

25. Comme il ressort des conclusions du projet, un appui financier supplémentaire est nécessaire pour poursuivre la réalisation des objectifs et priorités des Etats membres, énumérés ci-après, sur lesquels porte l'essentiel des activités de la CEA dans le domaine du commerce :

- a) Formulation et exécution de politiques appropriées en matière de promotion des échanges afin de permettre aux pays africains d'établir et de renforcer les programmes d'intégration économique et de facilitation du commerce, en tenant pleinement compte des besoins propres à chaque pays;

- b) réorientation du commerce extérieur des groupements économiques sous-régionaux existants grâce à des études de marché; l'application de techniques modernes de commercialisation; et création d'organisations de commercialisation appropriées sur une base sous-régionale et régionale;
- c) préparation aux négociations internationales et participation efficace à celles-ci;
- d) établissement d'un cadre institutionnel approprié et efficace pour la promotion du commerce intra-africain, y compris la création et le renforcement des programmes de financement et d'assurance des crédits à l'exportation, la création de bourses de produits, de chambres de paiements et de compensation, d'un fonds monétaire africain et d'un marché commun africain;
- e) collecte et diffusion de renseignements sur la coopération commerciale et économique intra-africaine au sein de la région, y compris sur la formation spécialisée nécessaire à la promotion du commerce intra-africain tels que cours, colloques, séminaires, journées d'étude et réunions.

26. La Conférence des ministres de la CEA a fait siens, dans diverses décisions et résolutions, les objectifs et priorités exposés ci-dessus. Et, fait plus important, le projet a reçu l'aval des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine comme en témoignent la Stratégie d'engagement de Monrovia sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre pour réaliser l'autosuffisance nationale et collective dans le domaine économique et social. Par la suite, le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement africains, tenu à Lagos en avril 1980, a, dans le Plan d'action de Lagos, accordé une haute priorité au développement du commerce intra-africain.

27. Pour réaliser les objectifs précités, il faudra bénéficier d'une assistance supplémentaire dans les principaux domaines ci-après qui ne sont pas couverts par les activités d'autres organisations des Nations Unies :

1) Sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

28. Bien que le secrétariat de la ZEP soit entré en fonction, il ne dispose pas encore d'un personnel suffisant. En fait, c'est l'un des conseillers techniques du projet qui a été détaché auprès de la ZEP comme Directeur de la Division des douanes, du commerce et des finances en attendant que le secrétariat recrute dans la sous-région un candidat réunissant les conditions requises. Il faudra donc que la CEA fournisse une assistance supplémentaire, notamment pour les activités suivantes :

- négociations des produits de la liste commune produit par produit;

- application des protocoles relatifs à la coopération douanière et aux règles d'origine et aux commerce de transit et facilités de transit;
- mise en place effective et renforcement de la Chambre de compensation de la ZEP;
- mise en place effective et renforcement de la Banque pour le commerce et le développement;

Ressources nécessaires : 160 000 dollars.

2) Sous-région de l'Afrique du Centre

29. Le Traité portant création de la Communauté économique des États d'Afrique centrale sera mise en œuvre par étape dont l'une sera l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels qui deviendra progressivement une union douanière et un marché commun. Une fois créé ce groupement économique aura besoin d'une assistance supplémentaire pour renforcer la coopération économique dans la sous-région, essentiellement dans les domaines suivants :

- coopération douanière (réductions tarifaires, harmonisation des nomenclatures et procédures douanières, établissement d'un tarif extérieur commun);
- identification des produits devant faire l'objet d'échanges et négociations à ce sujet;
- établissement et renforcement d'accords sous-régionaux de compensation;
- établissement et renforcement du fonds de coopération et de développement.

30. En attendant que la Communauté atteigne le stade de développement des groupements économiques existants, l'UDEAC et la CEPGL restent en place et auront besoin d'une assistance supplémentaire conformément aux recommandations faites dans le rapport d'évaluation de l'UDEAC par la CEA.

Ressources nécessaires : 200 000 dollars.

3) Sous-région de l'Afrique de l'Ouest

31. L'harmonisation des programmes de libéralisation du commerce de la CEDEAO, de la CEAO et de l'Union du fleuve Mano se poursuivra et une assistance supplémentaire sera requise pour l'exécution des programmes arrêtés, l'établissement d'un calendrier pour les études sur le commerce frontalier et ses incidences sur les économies des pays de la sous-région ainsi que pour le renforcement de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, la CEA devra créer une institution sous-régionale pour le commerce et le développement.

Ressources nécessaires : 175 000 dollars.

#### 4) Création d'un fonds monétaire africain

32. La prochaine étape dans l'exécution du présent projet sera le recrutement d'un coordonnateur pour l'étude relative à la création du fonds.

- a) Les missions d'experts de la CEA et de représentants des institutions africaines chargées de l'étude de faisabilité doivent être dorénavant confiées à des institutions compétentes, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique, qui auront pour tâche de rassembler les données et renseignements nécessaires à la réalisation de l'étude. Les études techniques relatives à la création du fonds commenceront après l'achèvement des diverses missions;
- b) Une deuxième réunion du groupe intergouvernemental d'experts sera convoquée pour examiner l'étude de faisabilité dès qu'elle aura été mise au point de façon définitive. Les projets de statuts du fonds monétaire africain seront alors rédigés sur la base de l'étude de faisabilité;
- c) Une troisième réunion du groupe intergouvernemental d'experts et une réunion d'experts juridiques seront convoquées ultérieurement pour examiner les projets de statuts. Aussitôt, après la troisième réunion du Groupe d'experts, une conférence réunissant les ministres des finances et du commerce et les gouverneurs des banques centrales sera convoquée pour examiner des statuts du fonds monétaire africain et prendre les décisions appropriées. Une conférence des plénipotentiaires sera ensuite convoquée pour signer les statuts du fonds. Ensuite il y aura une période pendant laquelle les statuts pourront être ratifiés;
- d) L'étape suivante sera l'entrée en vigueur des statuts, suivie de la nomination des gouverneurs par les Etats membres, de l'élection des administrateurs de la nomination d'un président et du personnel essentiel et du démarrage des activités du Fonds.

Ressources nécessaires : 4 millions de dollars.

#### 5) Etablissement de programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux de financement et de garantie des crédits à l'exportation

33. Des études sur la possibilité d'établir des programmes nationaux de financement et d'assurance des crédits à l'exportation devront être effectuées pour les pays où de tels programmes n'existent pas. Au niveau sous-régional, ces études devront être faites dans le cadre des banques sous-régionales pour le commerce et le développement dont la création est envisagée. Par ailleurs, il faudra aussi entreprendre une étude sur la possibilité d'établir un programme régional de financement des exportations soit comme guichet de la Banque africaine de développement soit comme institution distincte. Les principaux objectifs sont :

- aider les exportateurs à obtenir des crédits bancaires (avant et après expédition) en fonction de leurs besoins, à un coût raisonnable et à temps;
- protéger les exportateurs contre le risque de non paiement des produits exportés soit du fait de l'acheteur soit du fait de son pays;
- assurer le refinancement des crédits d'exportation au niveau national et au niveau sous-régional;
- appuyer et compléter les activités des mécanismes nationaux et sous-régionaux de financement des exportations.

Ressources nécessaires : 150 000 dollars.

6) Création d'un fonds africain de garantie mutuelle et de solidarité

34. Le Plan d'action de Lagos prévoit la création d'un fonds africain de garantie mutuelle et de solidarité. Une étude de faisabilité et d'autres travaux devront être effectués à cet effet. Le Fonds, qui fonctionnera comme un guichet du Fonds monétaire africain, aura pour principaux objectifs :

- de promouvoir le développement et l'intégration économiques de la région, d'aider dans la préparation de projets spécifiques dans le domaine économique et de s'assurer le concours d'organismes donateurs pour leur exécution;
- de fournir aux organismes donateurs des garanties pour les fonds qu'ils prêteront aux fins d'investissement, dans les Etats membres; et
- de favoriser la coopération commerciale et financière intra-africaine.

Ressources nécessaires : 100 000 dollars.

7) Création de bourses africaines de produits

35. Selon le Plan d'action de Lagos, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont accordé une haute priorité à la création de bourses africaines de produits.

- a) L'étude sur cette question vise à éliminer le principal obstacle que constitue l'insuffisance des informations sur les quantités de produits disponibles, sur les prix, l'offre et la demande de certains produits essentiels devant faire l'objet d'un échange au sein de la sous-région et entre les pays de la région. Il vise également à constituer un des importants organes auxiliaires des institutions sous-régionales de promotion du commerce en vue de leur intégration ultérieure à un marché commun panafricain;

b) Les résultats d'une étude initiale sont actuellement en cours d'évaluation. La proposition figurant dans l'étude en question a suscité un intérêt considérable de la part des gouvernements africains, et son application effective renforcerait le commerce intra-africain des produits primaires et des matières premières dont le continent a besoin pour ses programmes de fabrication et son industrialisation. En plus des ressources qu'exige l'achèvement de l'étude, il faut prévoir, à l'avenir une assistance dans les domaines suivants;

- fourniture d'une assistance technique et de services consultatifs aux Etats membres pour la création effective des bourses de produits envisagées;
- fourniture d'un appui technique dans les négociations;
- rédaction des textes des accords protant création des bourses de produits, de leur réglementation interne, des spécifications entre des marchés y compris des statuts établissant les associations entre bourses de produits;
- cours de formation et stages organisés à l'intention des gestionnaires et des agents privés et publics sur les aspects techniques et le fonctionnement des bourses de produits.

Ressources nécessaires : 290 000 dollars.

8) Rapport sur les techniques de gestion et de commercialisation des produits importés en ce qui concerne les pays africains

36. Conformément au programme de travail et aux priorités arrêtés pour 1984-1985 il est prévu d'organiser des stages, des séminaires et une formation en cours d'emploi sur la promotion du commerce, et les techniques de gestion des importations et de commercialisation. L'étude précitée a pour objectif immédiat d'établir les documents de base pour les stages et séminaires afin de susciter une participation efficace. L'étude examinera entre autre, les techniques de gestion des importations en mettant particulièrement l'accent sur l'identification, l'organisation et le contrôle des entrées des matériels, les techniques de réduction des coûts et la planification des importations.

Ressources nécessaires : 60 000 dollars.

9) Assistance à la future fédération africaine des chambres de commerce

37. Parmi les activités identifiées dans ce domaine figurent les suivantes :

- fourniture d'une assistance pour la création proposée de la future fédération africaine des chambres de commerce

- fourniture d'une assistance pour la création des fédérations sous-régionales des chambres de commerce et d'un appui financier pour en assurer le fonctionnement;
- organisation d'activités de formation dans les domaines de la promotion commerciale, de l'information commerciale, des exportations, de la commercialisation et des études de marché;
- fourniture d'une assistance pour l'établissement d'un répertoire du commerce en tant qu'élément des système d'information commerciale.

Ressources nécessaires : 100 000 dollars.

10) Développement de la coopération commerciale et financière en Afrique du Nord

38. Autres activités prévues :

- Identification des produits actuels et potentiels susceptibles d'être échangés entre les pays de l'Afrique du Nord;
- Identification et analyse des obstacles qui entravent le développement du commerce, notamment les barrières douanières et non douanières et recommandations au sujet de leur suppression;
- mise en place de mécanismes et d'institutions d'appui orientés vers le développement de ce commerce, et appui en faveur de ceux qui existent, selon ce qu'exigent les circonstances.

Ressources nécessaires : 200 000 dollars.

11) Coopération économique entre sous-régions

39. En prélude à l'établissement d'un marché commun africain, il est nécessaire de commencer et d'intensifier les travaux de recherche sur les relations économiques entre deux ou plusieurs sous-régions. Ces travaux porteront sur les domaines suivants :

- Identification des produits existants et futurs susceptibles d'être échangés entre deux ou plusieurs sous-régions;
- Identification des obstacles au commerce entre les sous-régions, notamment les obstacles tarifaires;
- Formulation de mesures visant à faciliter le commerce entre les sous-régions et mise en place des mécanismes nécessaires;

- Harmonisation des projets d'intégration sous-régionaux, y compris les projets de libéralisation des échanges;
- Renforcement des institutions d'appui, création de nouvelles institutions, ou les deux à la fois;

Ressources nécessaires : 75 000 dollars.

#### IX Conclusions

40. On ne saurait trop souligner qu'il sera difficile aux pays africains de se développer sans l'appui fourni par le projet relatif au commerce intra-africain. Une assistance doit donc leur être fournie pour les aider à renforcer les institutions en place, notamment celles énumérées plus haut. Il faudra en outre fournir des services techniques consultatifs et d'autres formes d'assistance à ces institutions en rapport avec l'exécution des études relatives à l'harmonisation des programmes de libéralisation du commerce. Finalement, selon les conclusions figurant dans le projet, il serait particulièrement inquiétant qu'il soit mis fin au projet par manque de ressources à un moment où il suscite tant d'intérêt et commence à donner des résultats. Par conséquent, à moins que de nouvelles ressources ne soient libérées pour l'exécution continue du projet, la plupart des activités entreprises ces sept ou huit dernières années dans le domaine du commerce intra-africain ne pourront être financées sur les ressources dont le secrétariat de la CEA dispose actuellement. En fait toutes les activités déjà lancées en vue de la création d'un marché commun africain et finalement d'une communauté économique africaine d'ici à l'an 2000 comme le préconise le Plan d'action de Lagos, sont déjà gravement compromises.